

Humanisme et combat politique

Radicalisme religieux, postures idéologiques extrêmes, recours aux théories du complot..., traduisent une recherche de « Vérité » que les milieux progressistes rejettent en raison de leurs outrances et de leur simplisme. Or, dit Marie Peltier, dans le premier texte de ce petit ensemble, il faut prendre au sérieux cette quête de sens et ne pas laisser l'extrême droite s'y engouffrer. Dans leur foisonnement désordonné, ces mouvements traduisent une double aspiration à un retour du collectif et à la redéfinition d'un cadre à laquelle on peut répondre en reprenant et en poursuivant notre construction humaniste et progressiste : un sujet libéré et autonome ne peut tenir que s'il porte avec d'autres un projet de société qui refuse l'individu consommateur. Comment construire une parole personnelle et collective aujourd'hui ?

Certes, le récent élan de solidarité envers les migrants est réconfortant parce qu'il replace l'humain au centre de l'engagement, mais, poursuit Pierre Coopman, si le « cœur parle », ce n'est jamais qu'avec ses « vérités jamais tout à fait fausses, mais jamais assez complètes ». Cet engagement ne nous dispense donc pas de dresser des généalogies détaillées. S'appuyant, entre autres, sur Jean-Pierre Filiu, Pierre Coopman explique que si le régime syrien a une responsabilité écrasante dans les catastrophes qui jettent des millions de personnes sur les routes de l'exil, il faut à tout le moins remonter à la fin de l'Empire ottoman pour comprendre le conflit syrien et l'avènement de Daech. Avec Jean-Pierre Dupuy, il plaide pour un « catastrophisme éclairé » postulant que les catastrophes ont déjà lieu et qu'il faut éviter leur répétition et leur aggravation. L'élan de solidarité avec les réfugiés ne sera-t-il qu'un feu de paille, une éphémère chaleur humaine ou mènera-t-il à un véritable combat politique ?

Quelle société pour un individu sans repères ?

Marie Peltier

Une nouvelle recherche de collectif s'exprime aujourd'hui à travers des phénomènes divers, qui peuvent sembler à première vue « opposés » : succès des lectures complotistes, regain du radicalisme religieux, enfouissement dans des postures idéologiques extrêmes, dans des projets alternatifs divers, souvent fondés avant toute chose sur le rejet d'une société qui ne semble plus faire sens. Cette quête, authentique et puisante, trouve en réalité peu de réponses en dehors des sphères identitaires et réactionnaires. Les milieux progressistes semblent la sous-estimer ou, pire, s'y engouffrer en alimentant une confusion qui porte préjudice à leurs valeurs d'émancipation sociale. Il y a aujourd'hui un vide d'une parole à la fois porteuse de lien, de cadre et de perspective. Vide dont profitent l'obscurantisme, l'extrême droite et, plus largement, les sphères fascisantes et tous leurs sbires.

Retour de la « fin de l'histoire »

Ces phénomènes de rupture, dont on observe pour certains aujourd'hui les dégâts terribles qu'ils peuvent engendrer, peuvent paraître au premier regard épars. Quoi de commun en effet entre des « mouvements » comme ceux de la « complosphère », de Daech, de certains milieux d'extrême gauche « anti-impérialistes », de milieux identitaires islamophobes, d'une partie des milieux ultra-laïcs ou de certains défenseurs d'une écologie radicale ?

À se pencher sur leurs mantras rhétoriques et sémantiques, ils partagent pourtant un même imaginaire *mains-*

tream, très proche de celui de la « fin de l'histoire » du communisme. Ils entretiennent l'illusion de pouvoir faire table rase, d'être capables de proposer un nouveau départ à « zéro », de se déconnecter de toutes les autres réalités qui les entourent. Ils ont en commun une même chimère, celle de reconstruire de la « Vérité » par le rejet, l'expulsion, l'exclusion, l'exclusivité. Dans tous ces cas, il est question de rétablir une dynamique de retour aux dogmes : dogme de la croissance ou de la décroissance, du matérialisme ou de la transcendance, la « vérité religieuse » ou de la « vérité athée », de l'impérialisme ou de l'anti-impérialisme, de la désignation d'ennemis essentialisés, le plus souvent Juifs ou musulmans.

Ces dogmes et idéologies manichéennes que nous pensions, depuis deux générations déjà, avoir laissé derrière nous, semblent ainsi faire un comeback retentissant. Persuadés d'être devenus des individus « libres », relativistes à bien des égards, capables de construire, seuls, nos propres réponses, nous faisons face à un retour de la « croyance clé sur porte », qui semble gagner chaque jour un peu plus d'adeptes.

Retour en arrière, donc ? Régression ? Oui, en ce sens que sont réactivés des carcans que nous pensions avoir résolument abandonnés. Mais derrière cela pourtant, et derrière toutes les réserves et condamnations nécessaires à opposer à de tels mécanismes de rupture — particulièrement quand ils engendrent de la violence — nous

ne pouvons ignorer, sauf à la creuser, une soif réelle, qui s'exprime à travers une double aspiration : celle d'un retour au collectif et celle d'une redéfinition d'un cadre. D'un collectif qui donne sens. D'un cadre qui structure.

Crise de l'individu, faillite du collectif

La question réside sans doute dans une certaine « crise de l'individualisme ». Si nous nous entendons, depuis maintenant au moins quarante ans, pour défendre envers et contre tout nos « droits individuels », nous les avons souvent réduits avec le temps à épouser une visée foncièrement consumériste et narcissique. Nous avons laissé progressivement de côté ce qui fait le fondement de notre construction humaniste et progressiste : un individu ne peut exister comme individu au sein d'une société que s'il est capable de se penser, de s'exprimer et de se vivre en sujet. L'individu n'est « viable » que s'il est sujet pensant, libre et autonome. Un individu capable donc de soutenir sa propre colonne vertébrale, et dont l'interaction avec d'autres n'engendre ni dépendance ni aliénation. Un individu qui ne peut tenir à long terme que s'il porte, avec d'autres, un projet de société.

Or, cette position exigeante peut non seulement générer de l'angoisse, mais aussi se montrer foncièrement incompatible avec la visée consumériste qui sous-tend désormais à bien des égards le politique et la vision collective de la vie en société.

L'individu, ce trésor de nos luttes, semble à nouveau tenté de se dissoudre dans « plus grand que lui », comme si avait grandi en lui une peur devenue envahissante, générée par l'exigence d'une autonomie devenue trop lourde à porter. Comme si, au fil du temps, l'individu s'était *narcissisé* et avait confondu sa condition de sujet avec celle d'objet. Comme si l'égo l'avait supplanté. Cet égo, par définition fébrile, qui n'a

qu'un seul moteur : celui de trouver d'autres miroirs pour se sentir exister.

Recherche de la toute-puissance et réponses réactionnaires

Car là est bien l'impasse actuelle des milieux progressistes : si les sphères réactionnaires ont compris qu'elles pouvaient surfer sur ce narcissisme ambiant, en offrant des réponses simples, binaires, venant nourrir un sentiment de toute-puissance abondamment recherché et nourri par le consumérisme ambiant, les réseaux attachés à l'émancipation sociale, à la défense des droits humains et à la démocratie semblent au contraire se trouver désarmés. Comme si cette nouvelle matrice était incompatible avec le « logiciel militant » de la gauche, sauf à glisser vers des compromissions de plus en plus fréquentes et servant précisément ces mêmes réponses réactionnaires.

Le défi pour les sphères progressistes est donc double : à la fois contrer ces réponses réactionnaires et contrer un modèle de société de plus en plus fondé sur l'individu-objet. Il s'agit d'un chantier colossal, qui nous oblige non seulement à nous réappuyer sur les racines de notre engagement, mais aussi à pouvoir les « traduire », les actualiser en des termes qui font sens dans un contexte où la parole d'émancipation paraît de plus en plus inaudible, « démodée », voire passéiste. La difficulté principale résidant dans le fait qu'une telle réponse sera nécessairement complexe, nuancée, non paradigmatique, si nous voulons éviter de glisser vers ce que nous désirons combattre.

Face à la complexité, quelle parole audible ?

Contre des réponses simples, binaires, clivantes par des réponses de la même nature conduit à l'impasse et à la perpétuation d'une dynamique mortifère. On ne peut contrer le « prêt-à-porter

symbolique » par un autre « prêt-à-porter symbolique ». L'enjeu est donc à la fois de restaurer la conviction que seul un individu libre, autonome est un individu viable, et de proposer une parole collective, capable de structurer cet individu et de lui offrir un cadre porteur de sens. Une parole qui se devra d'être attentive à répondre à cette soif de perspective et cette recherche de nouvelles formes de liens entre citoyens.

Quelle parole alors, pour relever un tel défi ? Quelle parole capable d'être à la fois « personnelle », propre à chaque individu, et « collective », moteur pour avancer ensemble ? Maurice Bellet dans *La quatrième hypothèse*, essai paru en 2001 (éditions Desclée de Brouwer), esquissait déjà ceci : « Ce qui nourrit la pensée vive, c'est ce qui irrite et déconcerte la pensée fixe : à savoir les tensions, les écarts. Pris comme problèmes à résoudre, ils sont justement insolubles : impossible de les laisser derrière soi, ils demeurent, ils sont le lieu de la pensée. L'écart exige l'invention [...] Mais il faut que l'écart soit dans l'un, l'un paradoxal qui en fait comme les noces de la pensée. [...] Ainsi envers toutes les scissions où nous sommes enfoncés : le corps et l'âme, le sujet et le social, l'homme et l'univers, le concept et l'image, le vouloir et le désir, etc. Non pour arranger et dissoudre dans une unification commode : mais pour poser l'unité au principe et par elle pousser au maximum tous les possibles, dans toutes les directions. [...] [Car] la tension suprême, c'est l'homme même. »

C'est bien de l'homme même dont il est question. À la fois (ré)installer les conditions de la créativité, de l'invention, de la parole individuelle, du véritable échange, que notre société numérisée et « consumérisée » a tendance à éteindre et étouffer, faisant de nous des perroquets, des machines à reproduction de la pensée — tout en étant

convaincus d'être hautement « subversifs » — dynamique dont profitent tous les mécanismes de rupture précités. Et replacer l'humain au centre de nos préoccupations et de nos débats si souvent déconnectés, formatés, policés, déshumanisants et déshumanisés, ouvrant une brèche dans laquelle certains projets « radicaux » viennent s'engouffrer. Comment ? La tâche est immense. Mais certaines dynamiques actuelles donnent de l'espoir en ce sens. Ainsi le récent élan de solidarité envers les migrants, prenant des formes parfois locales, originales ou nouvelles. Ou encore la prise de parole publique de nombreux citoyens après les attentats de Paris pour appeler à la rencontre, à l'unité, à créer des espaces de dialogue, non pas de manière idéologisée, mais de manière personnelle et créative. Ainsi aussi les services d'échange local qui se multiplient et proposent d'ouvrir un échange de compétences et de savoirs d'individu à individu, dans une perspective de partage et d'ouverture. Mais également l'émergence du « journalisme critique » sur internet, qui s'attache à décoder la presse et les médias, dans une démarche à la fois de vérification des faits et d'engagement citoyen.

Instaurer les conditions d'une parole créative. (Re)placer l'humain au centre de nos engagements. Défi conjoint qu'il s'agit sans doute de relever avec humilité et en même temps audace, chacun là où nous sommes, en tentant d'appliquer cette double exigence à notre propre égard, en espérant ensuite pouvoir essaimer...

Comment s'engager et militer quand les catastrophes ont eu lieu ?

Pierre Coopman

En 2015, l'afflux des réfugiés du Moyen-Orient est devenu une réalité ressentie de façon tangible par les citoyens européens. À Bruxelles, la concentration de centaines de demandeurs d'asile dans le parc Maximilien, en août et en septembre, a provoqué un élan de solidarité. Lorsque ce combat autour de la défense des réfugiés est apparu aux premières places de l'actualité, j'ai constaté et écrit dans un article pour les blogs de *La Revue nouvelle* (« Parc Maximilien, le choix de larmes, être solidaires mais sans larmes de Bachar », 14 septembre 2015), que, en Belgique, tant les médias que les mouvements de solidarité avaient trainé à nommer les origines nationales majoritaires des demandeurs d'asile. Leurs nationalités, essentiellement irakienne et syrienne, n'apparaissaient presque pas dans les premiers récits. Cette reconnaissance ne fut faite qu'à terme (environ quarante-huit heures après les premiers soubresauts médiatiques), quand l'évidence était incontournable. Je tentais d'analyser pourquoi. Cela m'amena naturellement à observer que les nationalités des campeurs du parc Maximilien ne cadraient pas, à ce moment-là, avec le prêt-à-porter narratif des médias ainsi que des nombreux acteurs de gauche s'impliquant dans l'accueil des réfugiés. Un léger flottement s'est manifesté avant que les volontaires du parc Maximilien ne puissent relier l'origine des personnes secourues à une analyse idéologique plus ou moins

précise des causes de leur malheur. Assez rapidement, la généalogie qui prévaudra sera celle accusant, non sans raison, l'intervention américaine en Irak de 2003. Les médias relaieront d'autant plus facilement cette lecture des faits qu'ils la connaissent déjà... J'expliquais que l'ennui, derrière la mise en exergue de cette généalogie, est qu'elle induit une forme de silence à propos des manipulations nauséabondes du régime syrien mené par Bachar Al-Assad (se profilant comme le « moindre mal » face à Daech). Ma conviction restant que le recours à des ascendances stigmatisant *in fine* les apories bien réelles des politiques étasuniennes et occidentales peuvent représenter des faux-fuyants pour ne pas avoir à scruter des origines plus retorses et pour continuer à militer avec la conscience tranquille.

Combats d'ouverture ou concurrentiels ?

Les engagements pour les causes au demeurant justes et progressistes ont naturellement besoin de se raccrocher à des analyses idéologiques claires pour mobiliser la solidarité et l'indignation. Mais ces analyses semblent de plus en plus codées et segmentées (notamment par le biais des réseaux sociaux). L'article de Marie Peltier entre donc en résonance avec mon propos. C'est cette paradoxale « recherche de sens » dont parle Marie Peltier qui amène aujourd'hui des citoyens engagés à appréhender les réalités avec leurs lor-

gnettes — avec des vérités jamais tout à fait fausses, mais jamais assez complètes — pour ne pas dire, avec des œillères...

Afin d'éviter toute incompréhension à propos de l'angle critique amorcé d'emblée ici, il est nécessaire de rappeler avec force que l'on ne peut que se féliciter de la solidarité qui s'est exprimée au parc Maximilien, et au-delà, en faveur des réfugiés et des demandeurs d'asile. Il s'agit cependant de veiller, dans le contexte dramatique de l'année 2015 (entre autres la multiplication des attentats terroristes) à mener de nouveaux combats d'ouverture et non à s'enfermer dans des combats concurrentiels. On a ainsi vu s'affronter différentes grilles de lecture, les unes privilégiant les origines climatiques de la migration en provenance du Moyen-Orient à ses origines politiques, les autres stigmatisant les torts des Américains en minimisant la responsabilité des Russes, ou inversement... « Ce que la crise des réfugiés doit nous apprendre », écrit Albert Bastenier dans un récent éditorial de *La Revue nouvelle* (numéro 7/2015) c'est « qu'on ne peut jamais réduire leur démarche [des réfugiés] à un seul motif de départ. Ils peuvent être multiples, se succéder et se cumuler. » Je souscris à ces propos avec une nuance, car si la complexité des grilles d'analyse doit souvent être méthodiquement rappelée à ceux qui veulent « tout comprendre » et qui n'aiment pas « se laisser dépasser par les événements », elle ne peut pas non plus servir d'alibi à l'absence d'action ou au laisser-aller...

Au fil de cette réflexion, on perçoit la difficulté actuelle de théoriser nos engagements. Ils ne peuvent pas verser dans trop d'idéalisme ni se limiter à des combats trop pointus, au risque de devenir contreproductifs. Mais ils ne doivent pas non plus verser dans l'excuse de la complexité et de la multiplicité au risque d'être trop géné-

raux et insipides, sans objectifs clairs.

Alors, pourquoi ne pas envisager nos actions en nous projetant avec fatalisme dans un avenir déjà présent ? Car le futur nous envoie ses signaux, catastrophiques, qui nous indiquent qu'il n'est malgré tout jamais trop tard pour agir. Le réchauffement climatique, par exemple, est un fait reconnu. Grâce aux recherches scientifiques, nous savons que minuit est passé pour la survie de la planète. Quelques catastrophes sont déjà avérées et le futur nous montre les catastrophes qui auront lieu. Il convient donc de lutter *in extremis*, de changer de modèle de société malgré le fait que le malheur soit déjà advenu et s'aggravera... Par analogie, pourquoi, dès lors, depuis un quart de siècle, n'a-t-on pas écouté certains politologues orientalisants aussi attentivement que les climatologues ? Ces politologues (François Burgat, pour n'en citer qu'un) ont analysé et prévu depuis plus de vingt-cinq ans, jusque dans les détails, que le Moyen-Orient tomberait dans le gouffre où il se trouve. Pourquoi cet autisme quand il s'agit d'orientalistes reconnus et sérieux ? Cet article n'épuisera pas la question.

« Pour un catastrophisme éclairé »

Jean-Pierre Dupuy, qui a publié un essai intitulé *Pour un catastrophisme éclairé*¹, considère que nous ferions mieux d'envisager nos engagements futurs à partir du postulat que les catastrophes ont déjà eu lieu. Cet essai est paru au début des années 2000, à une période où s'amorçaient de nouvelles réflexions sur l'entropie et sur les conséquences environnementales des actions de l'homme. Mais les raisonnements de Jean-Pierre Dupuy sont bien entendu transposables dans de nombreuses situations. Si nous nous référons aux catastrophes qui provoquent un exode majoritairement

1 | *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Jean-Pierre Dupuy, Seuil, 2002.

syrien et irakien², c'est une lapalissade d'affirmer que ces drames sont advenus et qu'il faut envisager les actions futures de solidarité avec les réfugiés dans un contexte qui prendra des décennies voire des siècles avant d'être résolu. La réflexion vaut à propos de nombreuses autres tragédies présentes ou passées. Elle peut emporter l'unanimité. Les désaccords, quand ils s'expriment, se traduisent plutôt en d'interminables confrontations stériles sur les généalogies des responsabilités principales et secondaires qui mènent aux malheurs.

Partir du postulat que les catastrophes ont déjà eu lieu pour construire des actions ayant comme objectifs d'éviter leur reproduction et leur aggravation ne nous épargne pas de plaider pour des généalogies correctes et complexes... Le point de vue que j'ai défendu dans mes différents articles de *La Revue nouvelle* sur la guerre en Syrie (publiés essentiellement en 2014) est que la culpabilité des autorités à Damas — ce qu'on nomme par réification le régime de Bachar Al-Assad — n'est pas unique, mais écrasante dans les catastrophes à la fois en Irak et en Syrie, qui forcent à l'exil la majorité actuelle des réfugiés et des demandeurs d'asile.

Même concernant l'Irak, si l'on prenait pour argent comptant l'hypothèse (en réalité non vérifiée) que des Irakiens furent majoritairement leur pays à cause de la répression de l'État islamique (cette « majorité » n'étant pas établie, de nombreux exilés ayant quitté les régions sous contrôle kurde ou du gouvernement irakien), il resterait cohérent d'affirmer que Damas a joué avec le feu en favorisant discrètement l'émergence de cet État dès les années 2000... Dans leur livre

consacré à l'EI³, Michaël Weiss et Hassan Hassan ont documenté ce soutien de la Syrie des Assad à l'émergence du jihadisme en Irak au cours de la première décennie du siècle. Daech alimente le besoin de Damas de se profiler comme la solution du moindre mal. Symboliquement, depuis des décennies, la dictature syrienne, obsédée par la conservation du pouvoir, a ainsi posé les jalons de la catastrophe actuelle, au même titre et sans doute encore plus que les grandes puissances. On constate que les lectures généalogiques complètes et sans exclusives sont donc nécessaires pour envisager le futur, aussi sombre qu'il paraisse.

« On ne comprend pas, c'est compliqué »

Les autorités syriennes et leurs alliés misent en partie sur les querelles entre les courants idéologiques et au sein des mouvements de solidarité internationale pour tenter d'assurer leur survie au nom d'un principe machiavélique du « moindre mal »... Il faut réaffirmer prosaïquement que des analyses incomplètes des origines des crimes et des catastrophes alimenteront les crimes, les oppressions et les catastrophes futures. Dès lors, pourquoi l'augmentation soudaine de l'afflux des réfugiés syriens et irakiens a-t-elle soulevé une vague de soutien parmi ceux qui étaient en majorité absents lors des mobilisations de solidarité avec les souffrances des Syriens frappés par la guerre civile ? Depuis cinq ans, à Bruxelles, nous étions en moyenne entre vingt et cinquante personnes à chaque rassemblement.

J'ai posé la question à plusieurs militants et la réponse que j'ai le plus souvent entendue est assez faible. Elle se résume généralement ainsi : « La Syrie et l'Irak, on ne comprend pas, c'est compliqué, sur d'autres combats (ndlr : qui vont de la Palestine aux OGM) les

2 | D'après Frontex, les trois principaux pays d'origine des migrants au cours de l'année 2014 étaient : la Syrie (27,9 %), l'Érythrée (12,2 %) et l'Afghanistan (7,8 %). La Syrie, en 2011, avant la guerre civile, ne représentait que 1,1 % des migrants.

3 | *ISIS: Inside the army of terror*, Michaël Weiss et Hassan Hassan, Regan Arts, 2015.

responsables sont clairement identifiés et puis, au parc Maximilien, c'est avant tout notre cœur qui parle... »

Pourquoi cette solidarité est-elle aussi tardive, pas à minuit moins une avant la catastrophe, mais à trois heures du matin ? Pourquoi continue-t-elle, au prétexte du cœur et des sentiments, à refuser des analyses trop complexes et pas assez calibrées ? Nous avançons en terrain miné, puisque nous ne savons pas si une action politique avortée aurait été plus efficace avant la catastrophe ? C'est la question de la relative impuissance de la gauche qui est posée. Les querelles de généalogie peuvent devenir stériles et interminables. Certains placeront le moment fondateur de la tragédie au départ de l'expédition de Bush en Irak, d'autres bien avant encore... Les torts sont partagés et complexes, ils s'alimentent, leur ascendance est longue. Le politologue français et arabisant Jean-Pierre Filiu explique qu'il faut au minimum remonter à la fin de l'Empire ottoman au début du siècle passé pour retracer une ligne historique satisfaisante. Il s'agit de d'abord reconnaître cette complexité pour s'orienter vers des perspectives constructives...

Les oppresseurs adorent les fractures idéologiques, les « recherches de sens » clivées et les militantismes partiales où l'on projette la responsabilité sur l'autre. Ces crispations leur permettent d'utiliser des tactiques qui justifieront les oppressions à venir, en accusant toujours l'autre, qu'il soit plus ou moins puissant, peu importe, du moment que la projection permette à la fois de neutraliser l'ennemi et de pourrir le jeu... Le régime Assad, aux commandes en Syrie depuis 1970, est passé maître dans l'utilisation de cette tactique. Michel Seurat, dans les années 1980 déjà (la catastrophe était annoncée), avait démontré comment ce régime est un archétype de confiscation paranoïaque d'une idéologie par

un groupe, afin d'appliquer un pouvoir totalitaire. Il instrumentalise les plus puissants et les opinions publiques internationales pour renforcer son totalitarisme et son usage de la violence.

Au-delà du pessimisme

Cette lecture des événements au Moyen-Orient rend pessimiste. Elle nous engage à refonder nos engagements à partir d'un catastrophisme éclairé. Quelles militantismes positives, orientées vers des résultats, pouvons-nous privilégier en partant du constat que la catastrophe a déjà eu lieu et va s'aggraver ?

Le philosophe allemand Hans Jonas décrivait dans le recueil *Pour une éthique du futur*⁴, comment la « puissance » est à la fois la source du malheur et de la solution, imposant au passage des victimes sacrificielles... Est-il acceptable, en 2016, de constater que les manières dont les pouvoirs politiques régionaux ou internationaux s'instrumentalisent les uns les autres annoncent des décennies de malheur et de violence... avant que ces pouvoirs ne s'imposent comme faisant partie de la solution, en ramenant une paix toujours précaire, au prix du sacrifice de peuples entiers ? Ces logiques contiennent évidemment les ingrédients des injustices et des oppressions qui ne manqueront pas de suivre et de ramener de nouvelles violences ? Dans ces conditions, il est aisé d'affirmer que le futur nous envoie des signaux peu prometteurs...

Les mouvements de solidarité citoyenne seront-ils, dans ce contexte, utiles pour apporter uniquement un peu de charité et de chaleur humaine après la catastrophe, ou pourront-ils mettre en place un véritable combat politique partant d'un postulat de catastrophisme éclairé ?

4 | *Pour une éthique du futur*, Hans Jonas, Rivages, 1998.